perspectives chinoises

La politique de Pékin à Hong Kong et les perspectives de démocratisation dans la Région administrative spéciale

WILLY WO-LAP LAM

Cinq jours après le massacre de Tian'anmen, Deng Xiaoping affirmait que l'« agitation contre-révolutionnaire » qui venait selon lui de se produire était inéluctable au vu de la tendance du* daqihou *(littéralement, le macroclimat ; au sens figuré, les développements nationaux et mondiaux majeurs) [1]***. Afin de comprendre les bouleversements fascinants que connaît la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong dix ans après le 1er juillet 1997, il sera instructif de les juger à l'aune de la situation hongkongaise mais aussi des relations entre Pékin et Hong Kong. Doit également être prise en compte l'ascension vertigineuse de la Chine, pour qui le statut de « quasi superpuissance » est désormais à portée de main.***

Lorsque feu le timonier Deng Xiaoping conçut le schéma dit « un pays, deux systèmes » au début des années 1980 afin de récupérer le dernier joyau de l'empire britannique, l'accent portait essentiellement sur les « deux systèmes », c'est-à-dire sur le fait de maintenir la structure d'une économie capitaliste et un cadre politique libéral à Hong Kong pour une durée d'au moins 50 ans. Au commencement de la politique de réforme et d'ouverture en Chine, Hong Kong non seulement investit en masse dans les villes côtières mais apprit également à toute une génération de cadres l'art et la manière de négocier en fonction des subtilités de l'économie de marché. En partie pour rassurer les hommes d'affaires hongkongais inquiets, Deng répéta que Pékin jouerait un rôle minimal dans la future Région administrative spéciale (RAS). Jusqu'au milieu des années 1980, Deng et ses collègues libéraux tels que les secrétaires généraux du Parti Hu Yaobang et Zhao Ziyang soutenaient auprès de leurs hôtes en visite à Hong Kong qu'à part adopter un nouveau drapeau et un nouvel hymne national, il n'y aurait pas de changements dans le Hong Kong post-1997 [2]. En ce qui concerne la *zhigang banzi*, autrement dit l'équipe dirigeante de la RAS, Deng mentionna qu'elle comprendrait des éléments englobant « la gauche, le centre et la droite », ce qui signifiait que même les « droitiers », soit les citoyens soutenant des vues « pro-occidentales » ou « bourgeoises-libérales » tout en défendant l'unité nationale, pourraient entrer dans la composition de l'administration de la future RAS [3].

Cependant, à l'horizon 2007, la partie « un pays » du slogan denguiste a fini par dominer celle des « deux systèmes ». Cela est dû au fait que le marché du continent est devenu le plus important pilier de la prospérité de Hong Kong, la bouée de sauvetage de son économie.

La République populaire de Chine (RPC) représente aujourd'hui la seconde plus grande économie au monde (en termes de parité de pouvoir d'achat), avec plus de 1 200 milliards de dollars américains d'avoirs en devises étrangères. D'autres aspects du *daqihou* ayant affecté Hong Kong et les relations entre Pékin et la RAS ont conduit à des change-

1. La théorie de Deng Xiaoping sur le *daqihou* (le macroclimat) a été énoncée lors d'une rencontre avec les représentants de l'Armée populaire de libération (APL) cinq jours après le massacre du 4 juin 1989. Cf. Agence Chine Nouvelle, 9 juin 1989.
2. Au début des années 1980, Deng avait confié aux visiteurs de Hong Kong qu'il ne serait pas nécessaire de stationner des troupes dans le Hong Kong post-1997. Au milieu de l'année 1984, il revenait sur sa précédente promesse en indiquant que l'APL serait stationnée à Hong Kong en tant que symbole de la souveraineté chinoise. Cf. *Ming Pao* (un quotidien hongkongais indépendant), 26 mai 1984.
3. Cité *in* Wu Kangmin (député hongkongais au Congrès chinois national du peuple), « Who Will Be the Chief Executive in 2012 ? », *Ming Pao*, 14 avril 2004.

ments significatifs. Le présent article s'intéressera aux facteurs qui ont déterminé la décision prise par Pékin, en particulier après 2003, d'intervenir directement dans les affaires internes de Hong Kong. Nous nous efforcerons également d'expliquer pourquoi de larges pans de la communauté de la RAS semblent peu désireux de se battre afin de sauvegarder l'autonomie de Hong Kong par des moyens incluant le soutien aux forces prodémocratie et qui appellent à l'accomplissement précoce d'une pleine démocratie. Après tout, la Loi fondamentale, la mini-constitution de Hong Kong, stipule clairement que l'élection du chef de l'exécutif (CE) par suffrage universel est l' « objectif ultime » du développement politique. Nous conclurons par quelques estimations quant à l'évolution des mesures prises dans la RAS et des relations entre cette dernière et Pékin dans un avenir prévisible.

La politique pékinoise en matière de développement politique à Hong Kong

La « réélection » triomphale du CE sortant Donald Tsang pour un second mandat en mars de cette année devrait théoriquement avoir rassuré les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) sur un fait : accorder la liberté de vote au sept millions d'habitants de la RAS ne joue pas en défaveur du but depuis longtemps poursuivi de « maintenir la stabilité et la prospérité de Hong Kong ». Tsang, fonctionnaire de carrière anobli par les Britanniques peu avant la rétrocession, a convaincu Pékin de sa loyauté sans réserve. Les sondages d'opinion menés lors de la période précédant les élections accordaient systématiquement à Tsang un soutien populaire dépassant les 70 %. Au cours de l'« élection en comité restreint » du 25 mars, Tsang s'assura le soutien de 649 membres sur les 789 que compte le Collège électoral. En face, l'opposant de Tsang, l'avocat et législateur prodémocrate Alan Leong, parvenait à peine à rassembler 123 votes, alors qu'il bénéficiait d'environ 20 % de soutien populaire dans les sondages d'opinion [4].

En outre, les partis politiques prodémocratiques sont divisés et semblent perdre le soutien de la population, tout au moins dans un avenir prévisible (comme nous le verrons dans la. partie suivante). Dans le même temps, le principal parti pro-Pékin, l'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hong Kong (DAB pour Democratic Alliance for the Betterment of Hong Kong) semble avancer à pas de géant. Dans l'état actuel des choses, les législateurs du DAB, tout comme les députés issus du Parti libéral, favorables aux milieux d'affaires et au Gouvernement, jouissent d'une majorité de taille au Conseil législatif (Legco), le Parlement hongkongais. Cette « alliance impie » entre « gauchistes » et hommes politiques proches des milieux d'affaires permettra à nombre d'initiatives et de lois lancées par l'administration Tsang de faire leur chemin dans le Legco. En effet, les forces prodémocratiques n'avaient pu conquérir que 24 sièges au Parlement [5].

Ainsi, théoriquement, on espérait que le PCC, témoin de l'élan en faveur des forces conformistes, pourrait contribuer à accélérer le rythme de la démocratisation. Et après tout, une bonne partie de la population est prête à laisser le bénéfice du doute à Pékin. Même Leong a affirmé que la politique des dirigeants du continent envers la RAS était « pragmatique et rationnelle ». Un sondage conduit après l'élection du CE montre qu'un pourcentage écrasant de 78% des résidents de la RAS sont confiants vis-à-vis de la viabilité de la formule « un pays, deux systèmes » [6]. Après s'être vu confirmé début avril qu'il serait bien formellement nommé par Pékin, Tsang a donné un éclairage positif aux propos du Président Hu concernant les développements politiques de la RAS. Tsang a cité Hu qui lui aurait affirmé que Pékin soutenait pleinement les objectifs de « développement économique, de progrès social et d'avancée démocratique de façon graduelle et ordonnée à Hong Kong, tout en affirmant que le maintien pacifique de la prospérité et de la stabilité de la région était le souhait commun à l'ensemble des citoyens hongkongais [7] ». Les propos de Hu ont été interprétés comme exprimant un soutien en faveur d'un développement certes très graduel, mais en tout cas garanti, de la démocratie à Hong Kong.

Hu : pour le maintien d'une ligne dure à Hong Kong

En réalité, la bonne conduite de Tsang a sans doute seulement convaincu la direction du PCC, placée sous la houlette de Hu et du Premier ministre Wen Jiabao, que la ligne dure visant à « apprivoiser » Hong Kong était une réussite et qu'il

4. « Tsang Secures Victory with 649 Ballots », *Ming Pao*, 26 mars 2008. L'élection du CE est considérée comme étant une « élection en comité restreint » car la majorité des 800 membres du Collège électoral est assimilée à des personnalités pro-Pékin et proestablishment, dont on suppose qu'elles tiennent compte des instructions de vote de Pékin.
5. L'actuel Legco est composé de 30 députés élus au suffrage direct et 30 désignés par des circonscriptions dites « fonctionnelles ». Les électeurs de ces dernières comprennent les membres des conseils de branche et des chambres de commerce, dominés par les éléments pro-Pékin.
6. « Hong Kong University Survey on Hong Kong People's Confidence in the Mainland », *Wen Wei Po* (quotidien hongkongais dirigé par la Chine), 27 avril 2007.
7. Klaudia Lee, « Hu Recognizes Hong Kong's Desire for Democracy », *South China Morning Post* (journal anglophone hongkongais), 10 avril 2007.



De jeunes activistes dessinent le caractère démocratie sur le trottoir de Hong Kong

© AFP

n'y a aucune raison de changer de politique. Plus encore, au cours de son second quinquennat (2007-2012), l'équipe Hu-Wen continuera à être accaparée par quantité de défis nationaux et internationaux, allant des émeutes paysannes et de scandales de corruption aux moyens de contrecarrer la politique menée par Washington perçue comme une « politique d'endiguement anti Chine ». Si on les compare aux dirigeants de la troisième génération tel que l'ex-président Jiang Zemin qui considérait la « rétrocession » pacifique de la RAS comme l'un de ses legs, Hu et Wen n'accordent pas la priorité aux affaires hongkongaises, en particulier lorsqu'elles se déroulent selon les vœux de Pékin. Hu n'a que peu changé de vues en matière de politique hongkongaise depuis qu'il s'est emparé du poste suprême fin 2002. Alors qu'il rencontrait le précédent CE Tung Chee-hwa en août 2003, Hu avait fait valoir que le système politique de la RAS « devrait continuer de se développer d'une façon graduelle [8] ».

L'essentiel de la conception que l'équipe Hu-Wen se fait de Hong Kong transparaît dans la réaction que la direction du PCC a eu à l'égard de ce qui est probablement la manifestation du pouvoir populaire la plus significative qu'Hong Kong ait jamais connue. Le 1er juillet 2003, environ 600000 personnes avaient battu le pavé pour protester contre la mauvaise administration de Tung, un magnat issu du secteur des transports maritimes, politiquement maladroit, choisi par le précédent Président Jiang pour gouverner la RAS. Les manifestants avaient également laissé éclater leur colère contre l'imminente promulgation d'une loi anti sédition transposant l'article 23 de la Loi fondamentale, tout en exigeant une accélération du processus de démocratisation. La réaction de Pékin devant cet acte de défiance fut, comme le confia Hu à Tung quelques semaines plus tard, de demander à l'administration de la RAS d'accroître sa vigilance à l'égard « des forces étrangères et des forces externes » qui s'ingèrent dans les affaires de la RAS [9]. Le terme de « forces étrangères » est un raccourci classique pour désigner les « éléments anti RPC basés aux États-Unis », alors que celui de « forces externes » renvoie généralement à Taiwan. Les analystes des relations internationales soutiennent que la direction du PCC est convaincue que les forces prodémocratiques hongkongaises collaborent avec les « forces étrangères anti Chine » telles que les organisations basées aux États-Unis ou l'Église catholique afin de saper l'autorité de Pékin. Selon des sources politiques de la capitale chinoise, la direction Hu a même comparé le rudimentaire mouvement en faveur de la démocratie de la RAS à la série de « révolutions de couleur » qui a secoué la Géorgie, l'Ukraine et le Kirghizstan depuis le début des années 2000 [10].

Face aux événements du 1er juillet 2003, la direction Hu-Wen a eu une réaction comparable à celle que Deng avait exprimée lors de la manifestation monstre ayant rassemblé environ un million de citoyens hongkongais fin mai 1989 en témoignage de leur solidarité aux manifestants de la place Tiananmen. Après avoir réprimé la « rébellion », Deng prit des mesures immédiates, telle que l'insertion de l'article 23 dans la Loi fondamentale, afin d'empêcher la RAS de devenir une base de subversion contre la patrie [11]. Après la mi-2003, Pékin adopta des mesures remarquablement plus dures afin de stopper l'avancée des forces prodémocratiques. Son ingérence dans les affaires de la région se fait principalement *via* l'aile « gauchiste » de l'establishment de la RAS, qui comprend les éléments suivants : la mission officielle de Pékin à Hong Kong, qui a pour nom Bureau de liaison du Gouvernement central (LOCG), un corps d'agents de la sé-

8. Cité *in* Wily Lam, « "One country, two systems" after July 1 », *China Brief*, publication de la Fondation Jamestown, groupe d'experts de Washington, 29 juillet 2003.
9. *Ibid.*
10. Entretiens menés par l'auteur auprès de sources pékinoises, janvier 2004. Pour un débat sur l'opinion de Pékin concernant la série de « révolutions de couleur » d'Asie centrale voir, par exemple, Vladimir Radyuhin, « Shifting balance in Central Asia », *The Hindu* (New Delhi), 20 juillet 2005.
11. L'article 23 et d'autres clauses qui visent à empêcher Hong Kong de « subvertir » le continent ont été ajoutés après le massacre de Tiananmen.

curité d'État dont on estime les effectifs à environ quelques milliers, les partis politiques pro-Pékin tel que le DAB, auquel on attribue un nombre non négligeable d'encartés du PCC, les membres d'organisations politiques chinoises comme l'Assemblée nationale populaire (ANP), le Parlement chinois, vivant dans la RAS, et enfin des médias affiliés à Pékin dont deux journaux directement gérés par le PCC [12].

L'influence encore marquée de Pékin

L'intrusion de Pékin dans la politique de la RAS s'illustre parfaitement par la manière délibérée dont l'establishment gauchiste a tenté d'influencer le débat sur la démocratisation ou l'issue de certaines élections. Le président de l'ANP, Wu Bangguo, qui est aussi le numéro deux du Comité permanent du Bureau politique du PCC, a clairement stipulé un peu plus tôt cette année que la RAS n'avait pas à exiger de Pékin d'accélérer le processus de démocratisation à Hong Kong. « Le système politique [de la RAS] tombe sous la juridiction des autorités centrales, et non sous celle de la RAS », a déclaré Wu. « La Loi fondamentale a mis en place un système politique mené par l'exécutif, et qui oblige le Gouvernement de la RAS à rendre compte aux autorités centrales [13]. »

À la veille des élections du CE en mars, Wu avait également fait remarquer que Pékin préférait un « chef de l'exécutif qui aime la patrie et qui aime Hong Kong, tout en étant capable d'incarner le modèle "un pays, deux systèmes" [14] ». Même s'il était communément admis que Leong n'avait virtuellement aucune chance d'inquiéter Tsang, de vieux dirigeants chinois allant du Premier ministre Wen à Tang Jiaxuan, conseiller d'État en charge des affaires de Hong Kong, ont fait un geste délibéré en soutenant la candidature de Tsang. Aucun des dirigeants pékinois n'avait, au contraire, daigné faire ne serait-ce qu'une allusion à Leong. Sa mise au pilori fut laissée aux soins des politiciens et médias pro-Pékin de la RAS. Les deux journaux « gauchistes », par exemple, n'ont eu de cesse d'accuser Leong d'« attaquer les autorités centrales », ajoutant que son agenda de réformes politiques n'était pas autre chose qu'une tentative pour mettre en pièces la Loi fondamentale et saper l'autorité de Pékin [15].

Dans la course pour les élections du Legco en septembre 2004, les éléments pro-Pékin de Hong Kong ont mis les bouchées doubles afin de mobiliser les soutiens aux candidats investis par des partis « patriotiques » tel que le DAB, dont certains leaders sont soupçonnés d'être des membres du PCC. Par exemple, la centaine de milliers de résidents travaillant pour des entreprises chinoises à Hong Kong a reçu des circulaires et autres mises en garde pour voter en faveur de candidats du DAB. Deux semaines avant les élections, les deux journaux contrôlés par la Chine ont publié photos chocs et articles à sensation sur l'arrestation par la police du continent du candidat du Parti démocratique au Legco, Alex Ho, soupçonné de s'être offert les services d'une prostituée à Dongguan, une ville proche de Hong Kong [16].

Pékin a également distribué des carottes en abondance tout en brandissant un gros bâton au-dessus de la tête des Hongkongais qui osent défier son autorité. En 2003, Pékin et la RAS ont signé l'Accord de partenariat économique rapproché (*Closer Economic Partnership Arrangement*, ou CEPA) qui permet, entre autres, aux produits manufacturés hongkongais d'entrer sur le continent sans payer de taxes. Le CEPA a également facilité les activités sur le continent aux professionnels du droit ou de la comptabilité. Pékin a de plus libéralisé les procédures pour les Chinois souhaitant faire du tourisme à Hong Kong. L'année dernière, ce sont quelque 13,59 millions de touristes chinois, y compris les « nouveaux riches » dépensiers de la côte, qui ont visité la RAS. Toujours en 2006, un nombre record d'entreprises d'État, dont les banques les plus importantes, ont choisi la Bourse de Hong Kong pour lancer leur introduction en bourse. Tout cela contribue à consolider la réputation de Hong Kong en tant que centre financier de l'Asie. En 2006, les introductions en bourse y ont atteint un montant de 40 milliards de dollars, soit presque 7 milliards de plus que celles lancées à la Bourse de New York. La moitié des 1 800 milliards de dollars de la capitalisation de la Bourse de Hong Kong correspond à des entreprises de la RPC [17].

12. Pour une discussion sur l'*establishment* de gauche à Hong Kong, voir, par exemple, Willy Lam, « Life in the Shadow », *The World Today*, publication mensuelle de Chatham House, Londres, mars 2007. Les législateurs prodémocratie de Hong Kong ont tiré la sonnette d'alarme devant la présence d'un grand nombre de personnel de la sécurité nationale dans la RAS. Voir, par exemple, Emily Tang, « Mainland Spies Have Free Reins : Legislator », *The Standard* (quotidien anglais de Hong Kong), 28 juin 2004.
13. Cité *in* « The Authority of the Central Authorities Cannot Be Challenged », *Wen Wei Po*, 8 mars 2007.
14. *Ibid.*
15. Voir, par exemple, un article du « commentateur spécial » du *Wen Wei Po* accusant Alan Leong de « mettre publiquement au défi les pouvoirs constitutionnels des autorités centrales » *in* « Those Who Go Against People's Wishes Will Lose Public Support », *Wen Wei Po*, 28 mars 2007.
16. William Foreman, « Hong Kong Surpasses New York in IPOs », Associated Press, 24 décembre 2006.
17. Albert Wong, « Tycoons Shunned Leong, Poll Expenses Tally Shows », *South China Morning Post*, 25 avril 2007.

Réalités économiques contre forces démocratiques à Hong Kong

Les réalités économiques de Hong Kong semblent hypothéquer l'avenir politique de ses forces démocratiques, alors que les toutes dernières élections du Legco à l'échelle du territoire qui se sont tenues en 2004 ont vu les candidats de l'alliance pan-démocrate rassembler 60 % des suffrages. « Boycottés » par Pékin, les partis démocrates souffrent aussi d'être constamment ignorés par les communautés d'affaires. Et cela est devenu évident simplement au regard des annonces respectives de soutien financier à la campagne de Tsang et à celle de Leong. Tsang, le grand favori, aurait bénéficié de dons d'une valeur de 22 millions de dollars hongkongais versées par le gratin des *tycoons* : Li Ka-shing, Li Shau-kee et bien d'autres. Quant aux modestes 3,8 millions de dollars hongkongais de Leong, ils proviennent essentiellement de dons par des membres de son propre Parti civique prodémocrate [18].

Alors que leurs opinions politiques personnelles peuvent varier, la grande majorité des hommes d'affaires hongkongais comprennent parfaitement la réalité de la situation : l'avenir de leurs activités repose sur le marché chinois et ils ne sauraient se permettre de se mettre à dos les dirigeants du PCC (ce sont ces mêmes hommes d'affaires qui se sont rangés du côté de Pékin lorsque les dirigeants du PCC ont tempêté contre les réformes démocratiques initiées par Chris Patten, le dernier gouverneur britannique de Hong Kong au milieu des années 1990). Pékin, pour sa part, est maître dans l'art de la tactique dite du front uni, courtisant dans le cas de Hong Kong les milieux d'affaires et d'autres secteurs socio-économiques tout en isolant ses ennemis, c'est-à-dire les éléments prodémocratiques. Les gros investisseurs en Chine, eux-mêmes soutiens de la politique de Pékin à Hong Kong, sont récompensés non seulement par des opportunités commerciales mais aussi par des sièges convoitées à l'Assemblée nationale populaire et à la Conférence consultative politique du peuple chinois [19]. Et ces grands noms des affaires ne se risqueraient certainement pas à attirer sur eux les foudres des *beidaren*, ces prétendus « grands mandarins venus du nord » en s'affichant comme des supporters zélés de la démocratie. Que les milieux d'affaires se tiennent à l' écart des partis du camp démocrate explique en partie l'absence, chez les leaders de ces partis, des compétences et des ressources requises pour construire un programme convaincant sur le plan du développement économique. En découle l'impression générale que les partis démocrates ne traitent que d'un unique problème et n'offrent pas aux électeurs une vision allant au-delà de la question du suffrage universel.

En outre, une partie non négligeable de la population doit penser qu'accorder sa voix aux hommes politiques prodémocrates serait un gaspillage puisque ces derniers figurent sur la « liste noire » de Pékin ; l'esprit du proverbe « ne mordez pas la main qui vous nourrit » est probablement en jeu ici. Après tout, depuis que l'économie a pris son essor dans les années 1970, plus de deux générations de Hongkongais ont connu une mobilité socio-économique ascendante. Et si, avant 1997, une bonne partie de la population était prête à « tolérer » la gouvernance britannique, ils sont tout aussi nombreux à désirer le même genre de *modus vivendi*, autrement dit, à accepter des limites posées à leurs droits démocratiques en échange de « la prospérité et [de] la stabilité » garanties par Pékin.

D'après un sondage mené début avril par l'Université de Hong Kong, 58% des habitants de la RAS déclarent « faire confiance » aux autorités centrales, soit 11 points de plus qu'il y a deux ans. Et une part de cette confiance s'est vue renforcée par les contributions économiques remarquées dont Pékin a fait bénéficier la région. Le CEPA, par exemple, aurait généré, selon l'administration de la RAS, 29 000 emplois à Hong Kong dans les deux premières années de sa mise en place [20].

Les membres de partis pro-Pékin comme le DAB ont profité de ces « bons » sentiments pour recueillir le soutien populaire en promettant de servir concrètement leurs administrés grâce à leur relation privilégiée avec Pékin. Pendant les élections du Legco en 2004, les candidats du DAB ont recueilli 455 000 voix, contre 392 000 aux élections précédentes en 2000 [21]. Les hommes politiques du DAB ont marqué des points en aidant les résidents de la RAS qui connaissaient des problèmes au nord de la rivière de Shenzhen, allant des accidents de la circulation aux conflits juridiques. Le nombre de citoyens hongkongais qui travaillent sur le continent est passé de 133 500 en 1998 à 228 900 en 2005. Et près d'un demi-million d'Hongkongais vivent sur le continent, y prennent leur retraite ou y passent une bonne partie de l'année. Étant donné que les hommes politiques du

18. Pour une discussion sur l'affaire Alex Ho, voir, par exemple, John Chan, « Chinese Police Generate "Sex Scandal" Against Hong Kong Election Candidate », World Socialist Website, 10 avril 2004, consulté le 30 août 2004.
19. Hommes d'affaires et professionnels « patriotes » sont largement représentés parmi les délégués hongkongais à l'ANP et à la CCPPC.
20. Gary Cheung et Klaudia Lee, « Facing North », *South China Morning Post*, 23 avril 2007.
21. « The DAB Vows to Scrutinize the Government », *Commercial Daily* (quotidien hongkongais), 14 septembre 2004.

camp pan-démocrate ne peuvent agir au nord de la frontière RAS-Guangdong, il n'est pas étonnant que le DAB voie son influence augmenter. Fort de ses nouvelles recrues, le DAB compte ainsi 10 000 membres en 2007, et consolide sa première place en tant que parti politique le plus important de la RAS en terme de nombre d'encartés [22].

La carte la plus efficace que Pékin abat contre les hommes politiques en faveur de la démocratie est alors de tout simplement de les ignorer. Une douzaine d'hommes politiques du Parti démocrate et du Parti civique se sont vus refuser l'entrée sur le continent, même en qualité de touriste. Les requêtes du candidat Alan Leong pour rencontrer les cadres du pouvoir n'ont essuyé que des refus. Comme l'économie de Hong Kong et le niveau de vie de ses résidents dépendent de Pékin, il n'est pas aisé pour les démocrates de recueillir les bulletins de ceux qui placent les profits avant les principes politiques. Zeng Xianzi, homme d'affaires et membre puissant de l'ANP disait ainsi de la candidature de Leong, « je ne vois pas comment il peut faire face à l'absence de reconnaissance et de soutien de la part de Pékin [23] ».

Perspectives de démocratisation dans un avenir prévisible

En terme de *daqihou*, la dépendance de Hong Kong vis-à-vis de Pékin, ainsi que du Guangdong ou des provinces avoisinantes, aura tendance à augmenter dans la prochaine décennie. Un nombre relativement important de projets capitaux dont dépend la prospérité de la RAS, à l'instar du pont qui reliera Hong Kong à Zhuhai, nécessitent l'approbation des autorités centrales. Les institutions financières locales se montrent reconnaissantes envers l'instauration de politiques spéciales telle que la désignation de la RAS comme centre d'émission des obligations libellées en *yuan*. Plus particulièrement, une fois que la devise chinoise sera devenue totalement convertible, ce qui pourrait être le cas dans les cinq ans, Shanghai, Tianjin et d'autres villes phares de la côte seront compétitives par rapport à la RAS dans de nombreux domaines du secteur tertiaire, notamment celui de la finance. Comme l'affirme Paul Yip, directeur prochinois d'un groupe de réflexion hongkongais : « il y a 20 ans, c'est Pékin qui devait s'appuyer sur Li Ka-shing ; aujourd'hui, c'est l'inverse [24] ».

Une des promesses clefs de la campagne menée par Tsang était le dépôt par le gouvernement de la RAS, avant la fin de l'année, d'une feuille de route sur la démocratisation incluant la question du suffrage universel pour l'élection du prochain CE. Alors que Tsang a demandé au Parti démocrate et à d'autres à Hong Kong de soumettre leurs idées, c'est le Gouvernement qui a le dernier mot pour « mêler et intégrer » toutes les propositions en une feuille de route consensuelle qui serait soumise au public. Et si celle-ci obtenait 60 % ou plus de votes populaires favorables, Tsang la soumettrait à Pékin pour décision finale. Étant donné que le CE est dépendant du soutien de groupes comme les *tycoons*, le Parti libéral ou le DAB, et non de l'alliance pan-démocrate, les législateurs démocrates ont exprimé de sérieux doutes quant à savoir si le projet proposé par le Gouvernement préconiserait vraiment des élections au suffrage universel [25].

A de rares exceptions près, le destin de Hong Kong se dessine en fonction du développement de la politique continentale. Le Président Hu, qui s'avère être bien plus orthodoxe que prévu sur les questions idéologiques et politiques, est censé se retirer en 2012. Néanmoins, ce « néo-conservateur » de 64 ans adoubera probablement un successeur au sein de sa faction de la Ligue des jeunesses communistes, dont la plupart des membres ne se distinguent pas par leurs affinités libérales. La « politique à double ressort » que Pékin suit depuis la crise de Tiananmen en 1989, soit une libéralisation économique couplée à une intolérance vis-à-vis des dissidents et des valeurs politiques « à l'occidentale », a peu de chances de changer dans un futur proche. En effet, certains signes montrent que Hu et ses collègues tentent de faire perdurer le mandat céleste quelque peu écorné du PCC en stimulant le nationalisme grandissant de leurs compatriotes. Et cela pourrait signifier que Pékin resserre son contrôle sur Hong Kong, les « régions autonomes » du Tibet et du Xinjiang, tout comme sur la « province dissidente » de Taiwan.

Un autre facteur qui joue contre les aspirations des hommes politiques et des résidents hongkongais prodémocrates est que Pékin n'a plus besoin de se soucier de la critique internationale vis-à-vis de sa politique hongkongaise. Ne serait-ce que pour prouver que la Grande-Bretagne n'a pas « bradé » le peuple de Hong Kong lors de ses âpres négociations avec Pékin sur la rétrocession, Londres déclare à tous vents que le Hong Kong post-1997 est une réussite. Et tout particulièrement après les événements du 11 septembre, Washington

22. Gary Cheung et Klaudia Lee, « Facing North », *art. cit.*
23. Cité *in* Willy Lam, « The World Today », *art. cit.*
24. « Today, Li Ka-shing Has to Rely on the Beijing Central Authorities », *Hong Kong Economic Journal*, 28 avril 2007.
25. Albert Wong et Denise Hung, « Pan Democrats Fear Mix and Match on Suffrage », *South China Morning Post*, 13 avril 2007.

a mis en sourdine ses critiques envers Pékin quant à la violation des droits de l'Homme ou à la politique menée par la Chine à Hong Kong, au Tibet et au Xinjiang. Quoiqu'il en soit, les dirigeants Hu et Wen se montrent convaincus qu'avec la montée en flèche du statut international de la Chine, les pays occidentaux, y compris ceux faisant habituellement grand cas des droits de l'Homme, vont peu à peu cesser de se tenir a l'affût du moindre faux pas de Pékin, lors de leurs examens minutieux des politiques menées par le pouvoir central dans une RAS manifestement prospère.

Cette lecture quelque peu pessimiste est bien loin des prédictions précédant la rétrocession selon lesquelles la mentalité indépendante et rétive à tout tabou, qui a nourri le succès hongkongais, pourrait en quelque sorte transformer, au sens d'« occidentaliser », l'état d'esprit des Chinois plutôt bien éduqués et aisés vivant sur la côte. Il est vrai que le cinéma hongkongais et la musique canto-pop ont créé une brèche de taille dans la culture du continent. Des hommes d'affaires avisés tel que le multimillionnaire Li Ka-shing ont de plus continué à jouer un rôle non négligeable dans l'intégration de l'économie chinoise sur le marché mondial. En terme de pollinisation croisée dans l'arène politique cependant, Hong Kong demeure essentiellement un David affrontant un Goliath aux caractéristiques chinoises. De bien des points de vue, le passage de Hong Kong du statut de colonie de la couronne britannique à celui de RAS a abouti à une sorte de sinisation des normes politiques pour les sept millions de résidents. Le vent froid venu du nord a assombri les espoirs d'une minorité d'enthousiastes partisans de la démocratie qui croyait que la RAS pouvait montrer la voie aux 1,3 milliard de Chinois subissant toujours le joug d'un parti unique autoritaire. •

• Traduit par Vanessa Teilhet